

*Les lettres d'actualité – Italie*

*Sostenibile*

*La lettre de l'industrie et du développement durable*

*n°24 – Juillet 2019*

## SOMMAIRE

### **A la une**

- Lyon-Turin : le conseil d'administration de TELT autorise le lancement de deux nouveaux appels à candidature pour des travaux du côté italien

### **Industrie**

- Tensions entre le gouvernement italien et ArcelorMittal sur les garanties juridiques concernant l'aciérie de Tarente
- A la demande de la Commission européenne, ArcelorMittal cède son usine historique de Piombino

### **Transports**

- Gênes : les dernières piles du pont Morandi détruites à l'explosif
- FCA signe des accords de partenariat avec Engie et Enel X pour développer la mobilité électrique
- Alitalia : Ferrovie dello Stato choisit Atlantia comme partenaire pour le sauvetage de la compagnie aérienne
- La ligne à grande vitesse entre Brescia et Padoue confirmée
- China Railroad Rolling Stock Corporation (CRRC) confie au Turinois Blue engineering son centre de recherche ferroviaire en Europe
- Toscane : 7 ans de prison pour l'ancien patron de Ferrovie dello Stato après l'explosion d'un wagon-citerne

### **Energie**

- Energean reprendra les actifs dans l'E&P d'Edison
- Le gouvernement italien prévoit de lancer un programme d'aides publiques pour 8 GW de renouvelables

### **Télécommunications**

- Après Vodafone, TIM lance également son offre commerciale en 5G dans des grandes villes italiennes.

### **Environnement**

- L'Italie et la France souhaitent instaurer une zone à faibles émissions pour les navires en Méditerranée

## A LA UNE

### ***Lyon-Turin : le conseil d'administration de TELT autorise le lancement de deux nouveaux appels à candidature pour des travaux du côté italien***

Le conseil d'administration de TELT a approuvé le 25 juin le lancement d'un avis d'appel à candidatures pour deux lots de travaux situés du côté italien. Le premier concerne les travaux de creusement du tunnel et le second la valorisation des déblais, pour un montant total d'environ un milliard d'euros. Un avis d'appel à candidature pour trois lots de travaux du côté français, représentant 2,3 milliards d'euros, a déjà été lancé en mars. La période de remise des plis est échue depuis fin mai et les candidatures sont en cours d'analyse par TELT.

Mme Radicova, coordinatrice européenne pour le corridor méditerranéen, a assuré le conseil d'administration de la volonté de l'Union européenne d'augmenter le taux de co-financement à 50%, affirmant également qu'une augmentation supplémentaire de 5% était envisageable. M. Cirio, le président de la Région Piémont, nouvellement élu, est également intervenu pour rappeler qu'il avait fait du projet du Lyon-Turin une priorité.

## INDUSTRIE

### ***Tensions entre le gouvernement italien et ArcelorMittal sur les garanties juridiques concernant l'aciérie de Tarente***

Le 28 juin dernier le Parlement italien a converti en loi le décret-loi 34/2019 (dit « crescita »), qui entre autre modifie le régime juridique spécial accordé aux commissaires et aux dirigeants de l'aciérie ex-Ilva de Tarente (Pouilles). L'aciérie fait l'objet d'une procédure judiciaire pour pollution et atteinte à la santé publique et a été longtemps placée sous la supervision de commissaires gouvernementaux chargés du redressement et de la remise aux normes environnementales du site sidérurgique, avant d'être cédée, à l'été 2018, au groupe ArcelorMittal. Un régime juridique spécial s'appliquait aux commissaires et aux représentants d'ArcelorMittal, qui ne pouvaient pas être poursuivis pénalement pour les actions de mise aux normes environnementales du pôle sidérurgique de Tarente menées dans le cadre du plan à l'horizon 2023. Le gouvernement a décidé de ne pas renouveler cette immunité après le 6 septembre 2019, suscitant ainsi une réaction de la part d'ArcelorMittal, qui a annoncé que l'usine de Tarente pourrait être fermée dès l'échéance du régime juridique spécial. Luigi Di Maio, ministre du développement économique et du travail, responsable du dossier, a déclaré sa disponibilité à trouver une solution partagée. Le pôle sidérurgique emploie actuellement environ 10 000 personnes et a une capacité de production de 6 millions de tonnes d'acier par an.

### ***A la demande de la Commission européenne, ArcelorMittal cède son usine historique de Piombino***

La Commission avait demandé la cession d'actifs pour des raisons de concurrence (elle concerne un total de sept sites répartis dans divers pays de l'Union : en IT, FR, CZ, RM, BE, LU, MK) pour autoriser la reprise d'Ilva par ArcelorMittal. Dans ce cadre, le groupe sidérurgique a vendu son site de Piombino (Toscane) au groupe anglo-indien Liberty Steel. L'usine, jusqu'à 2018 le principal établissement ArcelorMittal en Italie, emploie 460 personnes et elle est spécialisée dans la production de fer-blanc (emballages alimentaires et pour produits chimiques). La capacité de production est de 700 000 tonnes, exploitée à 70% en 2018. L'usine, comme le pôle sidérurgique de Piombino, le deuxième en Italie après Tarente, connaît des difficultés.

## TRANSPORTS

### ***Gênes : les dernières piles du pont Morandi détruites à l'explosif***

Les piles n°10 et n°11 du pont de Gênes ont été détruites à l'explosif. Des réservoirs et des canons d'irrigation ont été disposés sur le site pour établir un mur d'eau afin d'éviter la dispersion des poussières. La destruction a nécessité l'évacuation d'environ 4 000 riverains (les occupants des immeubles situés sous le pont avaient été contraints d'abandonner leur logement depuis la chute du pont en août dernier).

Quelques jours auparavant, le ministre des infrastructures et des transports, D. Toninelli, avait posé symboliquement la première pierre du nouveau viaduc conçu par Renzo Piano, originaire de Gênes, dont la mise en service est prévue en avril 2020. Matteo Salvini et Luigi Di Maio étaient tous deux présents aux côtés du maire de Gênes, Marco Bucci, qui s'est félicité de la démolition du pont.

### ***FCA signe des accords de partenariat avec Engie et Enel X pour développer la mobilité électrique***

Le groupe automobile a signé, en juin dernier, des accords avec l'italien Enel X et le groupe français Engie pour développer des réseaux de bornes de recharge de véhicules électriques. L'accord prévoit en particulier l'installation de bornes chez les concessionnaires FCA et dans des parkings, et de proposer des offres commerciales pour l'installation de bornes chez les particuliers. Enel X sera le partenaire de FCA en Italie, en Espagne et au Portugal, et Engie en France, Suisse, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni, Allemagne, Danemark, Suède, Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie et Grèce.

Cet accord s'inscrit dans la stratégie de FCA visant à promouvoir ses modèles de véhicules électriques comme la Fiat 500 et la Jeep Renegade.

### ***Alitalia : Ferrovie dello Stato choisit Atlantia comme partenaire pour le sauvetage de la compagnie aérienne***

Le conseil d'administration de Ferrovie dello Stato a choisi le groupe d'infrastructures Atlantia comme partenaire dans le consortium Alitalia Newco qui doit reprendre la compagnie aérienne Alitalia, actuellement en redressement. Le nouvel actionnariat pourrait ainsi être le suivant : Ferrovie dello Stato (35%), Atlantia (35%), Delta Airlines (15%), ministère de l'économie et des finances (15%).

Les détails de la création de la nouvelle compagnie sont en cours de discussion, ainsi que le nouveau plan industriel de relance du groupe aérien ; le consortium devrait être formé sous la forme d'une société anonyme dans la deuxième moitié du mois de septembre.

### ***La ligne à grande vitesse entre Brescia et Padoue confirmée***

Pour sa décision de confirmation du projet de nouvelle ligne ferroviaire, le ministre des infrastructures et des transports D. Toninelli s'est appuyé sur les résultats de l'analyse coûts-bénéfices remise par un groupe d'experts indépendants qu'il a nommé. Selon le ministre, les coûts de l'arrêt du projet seraient plus importants que sa poursuite.

Les rédacteurs du rapport ont fait savoir par voie de presse qu'au contraire, l'analyse concluait plutôt à une VAN négative de 2,3Md€ pour ce tronçon. Les coûts de mise en sécurité et de sortie du projet sont estimés entre 218M€ et 1,2M€.

D. Toninelli a précisé que le projet serait revu afin de mieux répondre aux critères de soutenabilité et d'efficacité.

### ***China Railroad Rolling Stock Corporation (CRRC) confie au Turinois Blue engineering son centre de recherche ferroviaire en Europe***

Le projet « trolleybus », né d'une coopération entre les deux sociétés, bénéficiera des soutiens de la Région du Piémont et de l'Union européenne. Ce bus électrique et autonome devrait être testé à Turin dans le cadre de « Torino Smart Road ».

Ce choix de CRRC de renforcer sa présence à Turin, ville clé au sein du corridor TEN-T, pourrait contribuer à dynamiser la voie terrestre des routes de la soie, sous-utilisée depuis l'Italie malgré une plus grande compétitivité (19 jours par trajet contre 40 en bateau). Un train a inauguré en 2017 la route Mortara – Changjiu (10 800km) mais sans rencontrer le succès escompté (cette initiative qui visait à promouvoir les exportations entre l'Italie et la Chine semble vouée à l'échec ; l'objectif initial était de faire circuler 20 trains par semaine d'ici à 2020).

### ***Toscane : sept ans de prison pour l'ancien patron de Ferrovie dello Stato après l'explosion d'un wagon-citerne***

La Cour d'appel de Florence a confirmé une peine de sept ans de prison pour Mauro Moretti, ancien administrateur délégué de Ferrovie dello Stato, à la suite de l'accident de train du 29 juin 2009 qui avait fait 32 morts. Un wagon-citerne rempli de GPL (gaz de pétrole liquéfié) avait déraillé, puis explosé au moment où le train quittait la gare de Viareggio (Toscane). M. Moretti, 65 ans, a été patron des Ferrovie dello Stato de 2006 à 2014, puis de Leonardo de 2014 à 2017.

## **ENERGIE**

### ***Energean reprendra les actifs dans l'E&P d'Edison***

Edison a annoncé d'avoir trouvé un accord pour la cession de ses actifs dans la production d'hydrocarbures (90 concessions dont environ la moitié en Italie et le reste en Algérie, Croatie, Égypte, Grèce, Israël, Royaume-Uni et Mer du Nord) au groupe grec Energean. La procédure de vente devrait s'achever cet automne, sous le contrôle des autorités publiques responsables des concessions, dont le ministère italien du développement économique. Selon des estimations, la valeur de l'opération devrait s'élever à environ 1 Md US\$.

Edison prévoit de réinvestir le produit de la cession des actifs en priorité dans le renouvellement de ses installations thermoélectriques à gaz et dans le développement des renouvelables, pour conforter sa stratégie visant atteindre à l'horizon 2030 une part d'EnR de 40% dans son mix énergétique et réduire ses émissions à 260g CO<sub>2</sub>/kWh.

### ***Le gouvernement italien prévoit de lancer un programme d'aides publiques pour 8 GW de renouvelables***

Après avoir obtenu l'approbation de la Commission européenne, les ministres de l'environnement (S. Costa) et du développement économique et du travail (L. Di Maio) ont signé un décret de soutien au développement des énergies renouvelables, qui prévoit la réalisation d'environ 8 000 MW d'énergies renouvelables et 10 Md€ d'investissements. Le gouvernement priorisera, dans l'attribution des aides, la création de parcs éoliens ou photovoltaïques sur des anciennes décharges dépolluées et fermées ou des sites en cours d'assainissement, sur les toits d'écoles et d'hôpitaux, ainsi que la réalisation d'installations pour alimenter des bornes de recharge pour véhicules électriques et de sites de compostage industriel pour la fabrication de biogaz. Le montant qui serait réservé pour ces aides n'a pas été précisé. Le projet de décret ministériel a été transmis à la Cour des Comptes pour validation et devrait être bientôt publié au journal officiel.

## TELECOMMUNICATIONS

**Après Vodafone, TIM lance également son offre commerciale en 5G dans des grandes villes italiennes.**

Le 5 juillet, un mois après son concurrent Vodafone ([voir notre lettre de juin](#)), le groupe italien TIM a lancé son offre commerciale pour les connexions mobile de cinquième génération (5G). Pour l'instant, le service TIM est disponible dans trois villes italiennes : Rome, Turin et dans le village olympique de Naples (à l'occasion de l'Universiade 2019). Le débit maximal est actuellement de 2 Gbit/s, mais il devrait atteindre une vitesse de 10 Gbit/s lorsque le réseau sera développé. TIM prévoit de lancer son service dans six autres villes italiennes (Milan, Bologne, Vérone, Florence, Matera et Bari), ainsi que dans une trentaine de localités touristiques et une cinquantaine de clusters industriels (pour soutenir la diffusion des machines industrielles connectées). L'objectif de TIM à l'horizon 2021 est de couvrir 120 villes italiennes, 200 localités touristiques et 245 clusters industriels, ainsi que lancer 200 initiatives spécifiques pour des grands établissements industriels.

**Huawei annonce un plan d'investissements de trois milliards sur trois ans en Italie**

Le directeur général de Huawei Italia, Thomas Miao, a annoncé un plan d'investissements de 2,8 milliards d'euros en Italie dans les prochains trois années, qui créera 1 000 emplois supplémentaires et doublera les effectifs actuels du groupe chinois dans la Péninsule. Huawei Italia, dont le siège social est dans la banlieue de Milan, dispose de deux centres de recherche spécialisés dans les réseaux mobiles (Milan) et d'autres centres de recherche en Sardaigne (sur la ville intelligente) et à Rome (sur les réseaux télécom), en partenariat avec diverses institutions, universités et entreprises locales.

## ENVIRONNEMENT

**L'Italie et la France souhaitent instaurer une zone à faibles émissions pour les navires en Méditerranée**

L'étude sur l'impact d'une zone « ECA » (Emission control area) en mer Méditerranée, lancée par la France, a donné lieu au projet « Ecamed » de zone à faibles émissions polluantes en mer Méditerranée. L'Italie, qui soutient activement le projet, souhaite le faire figurer à l'ordre des discussions de la prochaine Convention de Barcelone (qu'elle accueillera à Naples en décembre) avec l'instauration d'eaux transnationales protégées et la lutte contre les déchets plastiques.

Le Service économique régional de Rome publie également une lettre d'information économique et financière : « **Regards sur l'économie italienne** ». Elle est consultable en suivant [ce lien](#).

## Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional (adresser les demandes à [rome@dgtresor.gouv.fr](mailto:rome@dgtresor.gouv.fr)).

## Clause de non-responsabilité

Le service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Auteur : SER de Rome - Ambassade de France en Italie - Service économique régional - © DGTRESOR.  
Responsable de la publication : Vincent Guitton

Adresse : Piazza Farnese 48  
00186 Rome  
ITALIE

Rédigé par Charlotte Buliard et Federico Tassan-Viol  
Relu par Florent Moretti

**TRÉSOR**  
DIRECTION GÉNÉRALE et Service économique régional